Paul Claval fait confiance à l'Occident.

Claval, Paul. 2016. L'aventure occidentale. Modernité et globalisation. Paris : Éditions Sciences Humaines.

Par Christian Bouquet



Illustration : Frans de Wit, « Summer Holiday 2011 Napoli », 22.08.2011, Flickr (licence Creative Commons).

Quelle que soit la position du géographe par rapport à la ligne scientifique suivie par Paul Claval pendant sa longue carrière, on est toujours impatient de lire son dernier livre (Claval 2012) (Claval 2015). En effet, l'homme a toujours impressionné ses pairs par sa capacité de lecture et de réflexion et, depuis qu'il a fait valoir ses droits à la retraite, son volume de travail semble avoir encore augmenté. La bibliographie proposée confirme qu'il a eu recours à la cinquantaine d'ouvrages qu'il faut impérativement avoir lus pour mieux comprendre le monde, de Foucault à Gauchet, de Braudel à Lyotard, de Hegel à Habermas ou de Walderstein à Sassen. Et, s'il manque Beck, Huntington et deux ou trois autres, c'est probablement parce qu'ils n'auraient rien apporté de plus à son développement. En outre, dans sa production éditoriale des dernières années, il polarise son attention sur des sujets qui apparaissent de plus en plus

comme centraux, sur lesquels il se distingue par une approche de bon sens, dont on s'étonne que nul n'y ait pensé plus tôt.

Dans le sous-titre, il y a deux termes sur lesquels on a hâte de découvrir l'état des lieux de la pensée de Paul Claval : la modernité, et la globalisation. La quatrième de couverture présente l'ouvrage comme un nouvel essai de « géohistoire », 20 ans après les premières ébauches de Christian Grataloup (1996). C'est d'ailleurs dans sa conclusion qu'il précise ce qu'il entend par géohistoire : une méthode qui « met en rapport les actions collectives et l'espace où elles sont conçues et menées à bien » (p. 152). On a donc enfin tourné la page de l'anathème de Lucien Fèbvre : *la géographie c'est le sol et non l'État*. Et Paul Claval ajoute qu'il a également associé à son travail de recension et de réflexion la science des religions, l'économie, la science politique et toutes les sciences de l'homme et de la société (p. 151).

Confortablement outillé, l'auteur s'attaque donc – une nouvelle fois – à sa relecture de l'histoire du monde, en confrontant les deux concepts dont il estime que le poids relatif s'est progressivement inversé avec le temps.

La modernité d'abord, dont on peut capter ici ou là des éléments de définition souvent épars, comme si Paul Claval avait surestimé son lecteur en considérant qu'il les connaissait déjà : « Avant de devenir une période historique, la modernité est un programme, un projet de transformation du monde, une forme d'utopie progressivement mise en œuvre » (p. 15). Il cite plusieurs auteurs qui ont tenté de donner corps à cette tendance (Descartes, Bacon, Hobbes, Coménius, More). Plus loin, il rappelle que « l'utopie moderniste » de l'État-nation a recouvert le monde. Mais il souligne aussi les faiblesses de cette utopie moderniste :

« Elle se refuse par principe à prendre en charge une partie de ce que comportaient les cultures traditionnelles : les formes de sociabilité et de civilité élémentaires, l'essentiel des techniques de la vie quotidienne, les croyances religieuses » (p. 44).

La modernité serait donc cette idée, qui a forcément évolué avec le temps : « L'utopie moderniste a ainsi changé de sens : elle ne nous mène plus vers une

société de travailleurs sagement organisés ; elle institue un paradis permanent sur terre » (p. 140). Il écrit :

« Que signifient ces transformations ? Que l'existence ne tire plus son sens du travail, du dévouement à autrui ou d'une action motivée par la croyance en Dieu ou l'espérance en des lendemains qui chantent ! Rendre permanente la présence de la fête, c'est souligner que c'est elle qui donne désormais son sel à la vie ».

Le monde serait-il en train d'achever sa sécularisation ?

Modernité et globalisation ont au moins un point commun : la quête de l'universalité.

« Le rêve d'une société universelle n'a cependant pas disparu. Il persiste dans les deux idéologies du progrès qui se structurent parallèlement à celle du libéralisme : celle du socialisme qui, sans renoncer dans une première phase à s'appuyer sur l'État, retrouve l'universalité à travers l'analyse des classes sociales et du rôle qu'y joue le prolétariat ; celle de l'anarchisme, qui reste plus proche du cosmopolitisme des Lumières et refuse la centralisation du pouvoir » (p. 35).

Mais, curieusement, l'auteur passe presque sous silence la troisième « idéologie », celle de la globalisation qui vise à universaliser les goûts, les besoins, les envies…

De nombreuses pages sont consacrées au rôle des religions dans l'évolution de cette utopie moderniste, puisque – si l'on comprend bien l'argumentation de Paul Claval – c'est l'effacement de celles-là qui a favorisé celle-ci : « Au départ (avant le *Léviathan* de Hobbes), la souveraineté y émane d'un monarque dont le pouvoir est absolu parce que de droit divin » (p. 16). On regrette que l'auteur n'ait pas croisé son point de vue avec celui exprimé par Francis Fukuyama, non pas dans *La Fin de l'Histoire* (1992) mais dans son ouvrage suivant, *Le Début de l'Histoire* (2012) où il rappelle que, à l'exception de la Chine, l'autorité de la loi dans l'histoire du monde n'a jamais pu être imposée sans l'appui d'une religion.

Il livre une réflexion intéressante sur le mélange des genres observé parfois entre religions et idéologies :

« Les représentations religieuses masquent aux classes dominées l'injustice fondamentale dont le salariat est porteur. Pour venir à bout des contradictions de la société, il convient de lutter contre les religions qui cautionnent des représentations fausses de la réalité : au sens que Marx donne à ce terme, ce sont des idéologies. Le ciment qui fait tenir les sociétés libérales se dissoudra ainsi, conduisant à la révolution ; sitôt que celle-ci aura triomphé, des formes nouvelles et authentiques de solidarité apparaîtront » (p. 33).

Juste avant, parlant des « premiers sociologues », il affirmait : « À la manière d'Auguste Comte et, dans une certaine mesure, d'Émile Durkheim, ils rêvent d'une religion scientifique de l'humanité » (p. 33). C'est probablement sur la question religieuse que Paul Claval apporte les éclairages les plus pertinents, et on imagine qu'il aurait pu pousser encore plus loin sa réflexion en évoquant le Culte de la Raison d'Hébert, le Culte de l'Être Suprême des Montagnards, ou la « religion civile » de Rousseau. L'homme n'éprouverait-il pas le besoin absolu d'un arrière-monde ?

Mais c'est surtout sur la globalisation qu'on attend l'auteur, parce que les géographes n'ont pas toujours visé juste en traitant ce sujet, en confondant souvent mondialisation et globalisation, ou en évacuant une partie du sens de cette dernière. Là encore, on a en mémoire les précisions plus récentes de Christian Grataloup (2007), et le point de vue de Paul Claval mérite qu'on s'y arrête. Pour ceux qui croyaient – souvent à juste titre – que de nombreux chercheurs avaient fait démarrer abusivement la globalisation aux Grandes Découvertes, l'auteur réussit à rapprocher les points de vue. Si l'on admet que la globalisation, c'est le recouvrement du monde par l'économie de marché, avec la mise en place de réglementations supranationales qui prévalent sur les lois de chaque État, on devrait convenir que ce mouvement n'a encore jamais existé dans l'histoire du monde, et qu'il n'y a donc jamais eu de première, deuxième ou troisième mondialisation. Mais on peut reconnaître que « la mondialisation, c'est-à-dire l'extension de la circulation à l'ensemble de la planète, débute à la fin du 15e siècle avec les Grandes Découvertes » (p. 71). La mondialisation oui, pas la

globalisation, même si l'Espagne et le Portugal ont envahi l'Amérique du Sud avec en tête le développement de leur modèle économique, et même si les Anglais ont fait de même en Virginie en 1607, les Français au Canada en 1610 et les Hollandais à la Nouvelle-Amsterdam (New-York) en 1613.

Le malentendu est entretenu, selon Paul Claval, jusqu'au 20e siècle :

« Depuis un demi-siècle, la mondialisation s'accélère pour des raisons politiques (réduction des barrières douanières, accords de libre-échange) et pour des raisons techniques : transports de masse plus performants, déplacements plus rapides des hommes, révolutions successives des télécommunications » (p. 87).

On aurait aimé trouver à cet endroit de la démonstration la mention de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), qui n'est citée que dans une ligne (p. 129), alors que c'est désormais le gendarme du monde, comme c'est implicitement reconnu un peu plus loin :

« L'État cesse d'apparaître comme un arbitre tout puissant. Il n'est plus qu'un rouage dans les systèmes complexes de gouvernance qui se mettent en place et laissent une large responsabilité aux institutions de la société civile » (p. 133).

Tout de même, l'OMC comptait 164 États membres au moment de l'écriture de ce livre (2016), c'est-à-dire que 164 États étaient tenus de respecter des règles internationales en matière de commerce. C'est une donnée qui aurait mérité un développement plus long, voire un livre entier.

Il est une préoccupation qui revient souvent, presque comme un fil rouge, dans le livre de Paul Claval : l'oralité. Ainsi écrit-il : « La place que tenait l'oralité dans la transmission des cultures est remise en cause par l'allongement de la scolarité et l'arrivée de nouveaux médias » (p. 38). Il explique que les enfants ont été progressivement coupés de la transmission familiale du savoir au profit de l'école, puis du collège, lieux de plus en plus éloignés du domicile. Sur l'héritage culturel, le changement de source est encore plus net : « Dans le monde libéral, comme dans les pays socialistes, de nouvelles institutions, les maisons de la culture, apparaissent pour initier les jeunes à des manifestations artistiques qui, pense-t-on, les intimident » (p. 41). Comment doit-on comprendre l'emploi de ce verbe ?

Il revient plus loin sur une forme de retour à l'oralité – ou d'écrit oralisé – dans le cadre de la révolution numérique :

« Le développement du cybermonde n'est pas sans susciter des inquiétudes : survalorisation d'une culture de l'instantané et de l'éphémère ; difficulté à décrypter un océan d'informations dont on ne connaît pas toujours la source. Ceux qui participent à ces échanges peuvent le faire en masquant leur véritable identité, ce qui introduit mille possibilités de jeu voire de tromperie… Ils accroissent ainsi l'influence de la théorie du complot » (p. 141).

C'est très juste, et c'est peut-être le fruit du croisement incestueux entre l'utopie moderniste et la globalisation…

Il faut alors revenir au titre, car l'un des objectifs de Paul Claval consiste à interroger cette *aventure occidentale* à un moment où il la croit menacée, même s'il n'utilise pas ce terme pour faire état de ses appréhensions. C'est derrière ces deux mots que se situe le point de vue de l'auteur, l'éclairage auquel il a soumis ses lectures et ses observations. On sait que cet éminent géographe se livre peu et conserve, tout au long de ses écrits, une réserve liée sans doute à sa génération, qui avait banni toute opinion politique et n'avait guère changé de posture, malgré les coups de boutoir d'Yves Lacoste dans les années 1970. Néanmoins, dès l'introduction, Paul Claval s'est positionné « par défaut », lorsqu'il a esquissé son projet de décrire le monde tel qu'il le voit :

« Pour certains, les antagonismes de classe sont au cœur de cette dynamique ; d'autres privilégient l'innovation technique et les entrepreneurs. Les travaux contemporains font souvent de l'impérialisme le moteur de toutes les transformations. L'accent glisse également vers les changements subis par l'environnement et les déséquilibres qu'y entraîne la modernisation. L'interprétation que nous proposons ici ne met pas l'accent sur les mêmes enchaînements » (p. 8).

Il y a donc beaucoup de prudence dans le propos, mais parfois quelques remarques moins lisses se glissent dans le texte. Par exemple, à propos de l'action de l'État pour assurer la sécurité des citoyens, il écrit : « La volonté d'éliminer les erreurs judiciaires est louable mais limite l'efficacité de la police »

(p. 123). On avait également lu avec étonnement en début d'ouvrage :

« Les zones de non-droit restent peu étendues et ne menacent pas l'ordre public général. Elles sont paradoxalement utiles au fonctionnement global de la société : en offrant des espaces où les éléments violents et aventureux que comporte tout groupe humain trouvent à dépenser leur énergie malfaisante, elles servent de soupape de sécurité » (p. 30).

Voilà une remarque à la fois fausse sur le fond (les zones grises, s'il s'agit bien de cela, sont à l'origine de la plupart des crises africaines) et éminemment contestable sur le jugement.

On trouve aussi, à propos de ce qu'il nomme avec précaution les « identités troublées », des appréciations qui sont parfois lucides (« Avec une vie sexuelle plus libre, beaucoup n'éprouvent qu'assez tard le besoin de stabiliser leur vie affective et d'avoir des enfants », p. 135) et parfois plutôt réactionnaires (« Dans les sociétés où les mœurs sont plus libres, le flirt et le sexe consenti remplacent (ou doublent) la prostitution », p. 139). On ne peut s'empêcher de revenir en arrière, notamment en page 55, où Claval expliquait que les Grandes Découvertes (et toutes celles qui ont suivi) avaient fait connaître à l'Occident l'existence d'autres cultures qui ignoraient le péché originel et apparaissaient donc comme plus permissives. En effet, il y avait là de quoi ébranler les visions anciennes du monde, forgées notamment par le christianisme.

Et, à ce sujet, il évacue un peu rapidement un point qui fait actuellement débat : « Les sociétés de tradition protestante, puis de tradition catholique, en sont ainsi venues à séparer les Églises et l'État. La distinction entre la sphère du politique et celle du religieux n'existe pas pour l'islam » (p. 146). Elle n'existait pas non plus dans les textes fondamentaux du christianisme, puisqu'il a fallu légiférer en 1905 en France pour clarifier la situation.

En conclusion, Paul Claval s'appuie sur un article publié récemment par Alain Badiou dans *Libération*[1] à propos du « désir d'Occident » dont la frustration serait à l'origine des tensions actuelles. Frustration des jeunes qui ne voient pas d'avenir dans l'Occident, et doute de l'Occident lui-même qui constate l'échec de l'utopie moderniste. Il s'interroge : *que faire face à cette situation* ? Selon lui,

deux attitudes sont possibles :

« La première condamne et rejette tout ce que la tradition occidentale a apporté depuis quatre siècles. Elle ne croit plus que la vie future puisse être meilleure ici-bas. Elle privilégie le présent et le futur proche. Elle jette aux oubliettes l'État moderne bien qu'il soit impossible sans lui d'assurer la sécurité des hommes et la redistribution des revenus dont les sociétés occidentales bénéficient plus que les autres. Faute de se doter d'un point de convergence dans l'avenir, elle ouvre la voie aux populismes comme aux fondamentalismes » (p. 158)

« La seconde option est moins radicale. Elle part d'un constat. Les problèmes que rencontre aujourd'hui l'aventure occidentale résultent d'abord d'une transformation générale du contexte : le monde traverse une triple transition démographique, écologique et numérique » (p. 159).

Voilà un triptyque qui constituerait la colonne vertébrale d'un bel essai…

Cet ouvrage, fort dense, s'achève par une contradiction – au moins apparente – dans la dernière page. Après avoir affirmé que la volonté de l'Occident d'imposer ses solutions au monde entier était condamnable, Paul Claval termine par : « Nous sommes de ceux qui espèrent que la tradition utopique créée il y a maintenant quatre siècles en Occident sera préservée et élargie à l'humanité entière » (p. 160). Attendons alors son prochain livre qui clarifiera sans doute le point de vue. Nul doute qu'il sera encore actualisé.

Résumé

Paul Claval continue à soumettre la marche générale du monde à ses lectures et à ses réflexions. Dans cet ouvrage, il évoque la fin de l'utopie moderniste sous l'effet de la mondialisation, tout en soulignant l'ambition universaliste des deux mouvements. Mais il s'inquiète des dérèglements que connaissent la planète et ses habitants sous les effets d'une triple transition : démographique, écologique et numérique. Son point de vue peut être contesté mais mérite d'être lu.

Notes

[1] Maggiori, Robert et Anastasia Vécrin. 2016. « Alain Badiou : « La frustration d'un désir d'Occident ouvre un espace à l'instinct de mort » » Libération, 11 janvier.

Bibliographie

Claval, Paul. 2012. *De la Terre aux Hommes. La géographie comme vision du monde*. Paris : Armand Collin, coll. « Le temps des idées ».

Claval, Paul. 2015. *Penser le monde en géographie. Soixante ans de réflexion*. Paris : L'Harmattan, coll. « Géographie et cultures ».

Grataloup, Christian. 1996. *Lieux d'histoire. Essai de géohistoire systématique*. Paris : GIP-RECLUS.

Grataloup, Christian. 2007. *Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du monde*. Paris : Armand Collin, coll. « U : Géographie ».